

## TRIBUNE

### **Répondre à l'urgence sociale, environnementale et démocratique !**

Nous, organisations syndicales et associatives, avons dénoncé sans relâche le danger mortel que représenterait pour la démocratie [un gouvernement RN](#). Nous nous sommes organisées, nous nous sommes mobilisées et avons contribué au côté d'une majorité d'électrices et d'électeurs à faire barrage à l'extrême droite. Mais ce sursaut républicain sera seulement un sursis s'il ne s'inscrit pas dans le long terme et ne répond pas au besoin profond de justice sociale.

Les forces politiques progressistes doivent dès maintenant se situer à la hauteur de ces attentes pour démontrer à toutes celles et tous ceux qui vivent sur le territoire, quel que soit leur statut, que la démocratie fonctionne pour elles et eux, qu'elle répond aux besoins légitimes qu'elles et ils expriment pour bénéficier de l'effectivité des droits. Les attentes de la population sont immenses, des mesures porteuses d'espoir sont nécessaires.

Cet espoir est intrinsèquement lié à la poursuite de [nos mobilisations et de nos luttes](#). Nous resterons solidaires dans la période qui s'ouvre et nous nous emploierons ensemble à reconsolider l'État de droit, les libertés publiques et l'indépendance de la justice.

Par fidélité aussi aux aspirations émancipatrices qui se sont exprimées dans la société, par nécessité face au péril environnemental et climatique, nous voulons continuer de peser ensemble pour une alternative démocratique, sociale et écologique qui garantisse enfin tous les droits pour toutes et tous, sous le contrôle continu des citoyennes et des citoyens.

Nous serons indéfectiblement au côté des populations ciblées par les extrêmes droites, au côté des quartiers et des territoires délaissés. [Des mesures d'urgence sociale, de renfort des services publics sont à prendre sans délai](#). Nous voulons ouvrir aujourd'hui une nouvelle page du contrat social, où toutes et tous trouvent des réponses aux valeurs proclamées d'égalité, de solidarité, de justice et d'inclusion.

Nous serons collectivement une vigie toujours attentive, nous ne tolérerons aucun discours, aucune proposition, aucun acte qui nourrirait encore le rejet, la haine et la violence que portent les idées d'extrême droite. Nous restons ensemble mobilisés pour lutter contre toutes les formes de racisme, contre l'antisémitisme, contre toutes les discriminations, contre les LGBTphobies, le sexisme et toutes les remises en cause du droit des femmes à disposer de leur corps.

Mais la vigilance ne saurait suffire. Nous portons des propositions nourries de nos mobilisations, actions et expérimentations. La construction de politiques publiques progressistes doit se fonder, dans l'échange avec les contre-pouvoirs citoyens et les corps intermédiaires, sur un dialogue social effectif. Nous nous engageons solennellement à maintenir notre vigilance et conforter nos mobilisations, à dialoguer avec les nouvelles et nouveaux élus progressistes pour permettre la construction d'un nouveau contrat social, pour formuler ensemble ce qui peut faire de notre société une démocratie pleine et entière, porteuse d'espoir.

Appel lancé à l'initiative de la Ligue des droits de l'Homme (LDH) et de :

La Confédération Générale du Travail (CGT), la Fédération des associations générales étudiantes (Fage), la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF), la Fédération syndicale unitaire (FSU), Greenpeace, la Cimade, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), Oxfam France, SOS Racisme, le Syndicat des avocats de France (SAF), le Syndicat de la Magistrature (SM), l'Union étudiante, l'Union nationale des étudiants de France (UNEF), l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA).